



Alors que nous sommes confronté·es quotidiennement à un regain de l'épidémie de Covid-19, et que les clusters dans l'Éducation nationale se multiplient, le ministère (imperturbable) poursuit la mise en place de réformes bien souvent rejetées par une grande partie de la communauté éducative.

Dans la voie professionnelle, nous en sommes à l'an II de la « transformation de la voie professionnelle ». Celle de l'entrée en vigueur du dispositif chef-d'œuvre en première Bac pro, de la fin du DI remplacé par une attestation et de toute une série de déréglementations en lien avec la volonté farouche du ministre de remettre en cause le statut des PLP et de casser l'enseignement professionnel public pour le livrer à la marchandisation.

Aux difficultés que nous vivons en raison de la crise sanitaire, nous devons ajouter celles dues à l'intégration à marche forcée des nouveaux dispositifs de la réforme voulue par le ministère alors que rien n'est réellement prêt et, dans bien des cas, même pas règlementairement officialisé.

Toute cette hâte à déployer ces réformes impopulaires conduit les enseignants à réaliser sans aide, à grand renfort de bricolage, la mise en place des nouveaux dispositifs.

L'impréparation qui caractérise l'action de notre ministère attise la colère des personnels et réduit les chances de réussite des élèves. C'est pourquoi la CGT Éduc'action lance en ce début d'année une campagne pour demander la mise en quarantaine de la « transformation de la voie pro ».

L'introduction du chef-d'œuvre et son évaluation par un oral d'examen, en CAP puis en Bac pro couplé à la crise sanitaire nous amènent aujourd'hui à demander l'annulation de la session 2021 pour les élèves de CAP.

Au-delà de cela la CGT Éduc'action continue d'exiger un plan d'urgence pour l'École et pour la voie pro en particulier.